

Postface

Michel Rautenberg

► **To cite this version:**

Michel Rautenberg. Postface. European Journal of Turkish Studies, 2014, Heritage Production in Turkey. Actors, Issues and Scales. halshs-01300372

HAL Id: halshs-01300372

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01300372>

Submitted on 27 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

European Journal of Turkish Studies

Social Sciences on Contemporary Turkey

20 | 2015 :

Heritage production in Turkey. Actors, issues, and scales - Part II

Postface

MICHEL RAUTENBERG

Texte intégral

- 1 Il est assez exceptionnel qu'une revue scientifique prenne la responsabilité de consacrer un numéro entier à la question patrimoniale dans une seule aire géographique - ici ce sont deux volumes de travaux de grande qualité – qui plus est dans un seul pays. *L'International Journal of Heritage Studies*, la « revue scientifique de référence » sur le patrimoine, selon l'expression consacrée, ne l'a fait qu'une seule fois depuis sa date de création, en 1994, à raison de quatre à dix numéros par an : c'est en 2015, cette année même, à propos du patrimoine de l'aire Pacifique¹. *Museum International* elle-même, l'une des revues de l'UNESCO, ne s'y est pas beaucoup plus engagée².
- 2 Une autre originalité de cette parution, qui peut sembler tout aussi étonnante, est qu'elle consacre sans ambages un volume aux politiques d'État, ce qui n'est plus si fréquent hors les publications institutionnelles, et un volume aux pratiques patrimoniales de la société turque, mettant ainsi en questionnement ce qui fut l'une des dialectiques majeures des recherches sur le patrimoine sur la longue durée. Problématique peut-être moins présente aujourd'hui dans la littérature scientifique, mais problématique qui mérite très probablement un renouveau d'intérêt à l'heure où la nation redevient, dans de nombreuses régions du monde, et particulièrement en Europe, une question sensible.
- 3 Nombre de revues de sciences sociales ont consacré récemment l'un de leurs numéros au patrimoine, mais très généralement ce sont des numéros thématiques qui confrontent les points de vue sur plusieurs pays ou aires géographiques³. Un inventaire plus rigoureux nuancerait peut-être le propos, il n'empêche que cela pose question alors que les publications sur le patrimoine se multiplient depuis une bonne dizaine d'années dans toutes les régions du monde, la signature de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco, en

2003, semblant avoir joué un rôle accélérateur considérable. En France, par exemple, le décompte des manifestations scientifiques repérées sur le site Calenda intégrant dans leur titre les mots patrimoine et patrimonialisation a connu une rapide progression entre 2004 et 2012, passant d'une trentaine à plus de deux cents (Gravari-Barbas 2014). Comment comprendre que dans le foisonnement des publications sur le patrimoine, cette question de la nation et des politiques d'État semble avoir été reléguée alors qu'elle a dominé les points de vue et les analyses pendant les années dix-neuf cent quatre-vingt-dix, particulièrement en France ?

4 On peut faire l'hypothèse que la manière dont l'Unesco s'est emparé de la question patrimoniale apporte quelques éléments de réponse. En favorisant l'émergence d'une catégorie universelle de patrimoine, l'Unesco a contribué à éloigner l'idéologie patrimoniale des discours nationaux. Francesco Bandarin, directeur général adjoint de l'Unesco pour la culture jusqu'en 2014, le disait lui-même lors d'un colloque à Paris en 2012 : la période actuelle est « la plus importante après la création du patrimoine à l'époque révolutionnaire. On avait créé le patrimoine pour la nation, et on crée maintenant le patrimoine pour l'humanité » (Bandarin 2012 : 17). Cet élan humaniste universel promu par l'Unesco s'appuie sur l'idée qu'il ne devrait plus y avoir d'opposition entre le patrimoine institué, quasi-canonique, des nations européennes qui avaient constitué leurs êtres collectifs sur un imaginaire national représenté par des monuments et des œuvres d'art, documenté par les historiens de l'art et les érudits (Poulot 2006)⁴, et le patrimoine immatériel prétendument plus proche des civilisations non occidentales. Ainsi serait-il désormais possible que le patrimoine puisse devenir l'expression de la « diversité des expressions culturelles, mais aussi des influences et des appartenances (...) symbole de l'identité culturelle des peuples et des communautés, mais aussi témoignage de la mémoire collective de l'humanité, et les conditions de son avenir » (Poulot 2006).

5 De toute évidence, ce volume de *l'European Journal of Turkish Studies* affiche autre chose : le « tournant patrimonial » que connaît la Turquie depuis quelques années concerne au premier chef les politiques d'État qui continuent à exercer fortement et très directement leur influence sur la définition du patrimoine, triant et sélectionnant entre le bon grain du patrimoine légitime – lui-même évoluant avec les majorités au pouvoir – incarnant les valeurs nationales, de l'ivraie des expériences et pratiques patrimoniales des citoyens et des « communautés » ethniques et religieuses. On retrouve ici l'un des scénarios sur l'avenir du patrimoine proposés par l'Atelier de Recherche Prospectif de l'Agence Nationale de la Recherche Patermondi : la renationalisation du patrimoine est à prendre tout à fait au sérieux (Gravari-Barbas 2014). En effet, par de nombreux mécanismes que sociologues, anthropologues et politistes ont décortiqués depuis longtemps, les États parviennent bien souvent à reprendre la main et à imposer leurs propres cadres aux patrimoines défendus ou promus par les populations locales, quand ce n'est pas le marché touristique ou la production des produits dérivés qui imposent leurs normes. Ces tensions entre patrimoine localisé et institutions étatiques et marchandes sont largement documentées dans ces deux volumes.

6 Une autre des questions que posent les travaux sur le patrimoine traverse l'ensemble des articles, celle de sa valeur culturelle et sociale, et de l'illusion que consisterait sa prétendue universalité, contre laquelle les travaux des *heritage studies* nous ont souvent mis en garde (Harrison 2013). C'est souvent par l'entremise du débat entre valeur sociale et valeur intrinsèque des objets patrimoniaux que cette question a été abordée : à la valeur intrinsèque de l'objet patrimonial, validée par l'onction savante de l'expert, correspondrait une forme d'universalité qu'il faudrait défendre. À sa valeur sociale, c'est-à-dire celle octroyée par les acteurs eux-mêmes, par ceux qu'on pourrait nommer les acteurs profanes mais impliqués, correspondrait une forme de relativisme patrimonial qui ne fait

l'affaire ni des États, ni des instances internationales. C'est une tension qui traverse l'ensemble des deux volumes, comme elle existe dans de nombreux ouvrages collectifs sur le patrimoine, sans qu'il soit facile d'y trouver des explications claires. Mais cela n'a rien d'étonnant, et la question n'est pas neuve. Elle était déjà présente dans les réflexions de Alois Riegl, à la fin du 19^e siècle : la valeur du patrimoine est-elle ontologique, relevant de l'art ou de l'histoire, c'est à dire qu'elle serait incarnée dans l'objet – sa valeur « historique » ou « d'ancienneté » selon Riegl ; ou bien est-elle sociale, c'est à dire indexée aux discours, aux pratiques et aux imaginaires des acteurs sociaux – sa valeur de « remémoration » disait-il ? La réponse n'est pas simple car elle renvoie aux épistémologies de chacun : si pour le sociologue ou l'anthropologue c'est la position de l'acteur – des acteurs devrions nous dire- qui fait le patrimoine, au risque de l'erreur historique et de l'amalgame, pour l'historien, pour l'archéologue ou pour l'expert, l'objet patrimonial reste attaché avant tout à l'histoire, aux traces. Pour les premiers, son authenticité, comme dirait Jean Louis Tornatore, réside dans l'affection que lui portent les gens, dans l'émotion qu'il suscite en eux, dans les expériences concrètes qu'ils mettent en œuvre. Pour les seconds, elle est dans sa véracité, l'objet patrimonial devant « faire preuve » des discours qui sont tenus. Il est souvent une autre forme de l'archive, consultable en 3D⁵. Plus qu'un objet d'étude, il est un objet pour l'étude. C'est aussi l'une des ambigüités de l'œuvre gigantesque de Pierre Nora qui est, d'une certaine façon, le grand exemple d'un travail à la fois encyclopédique et scientifique sur le patrimoine d'une nation : la multiplication de monographies, parfois brillantes, des *Lieux de mémoire* montre bien qu'il y a concordance entre l'affaiblissement de l'idée de nation et l'emballage mémoriel et patrimonial ; mais pour autant il ne nous dit pas ce qu'est l'objet patrimonial et mémoriel dans un monde qui semble muter si rapidement. Il ne nous dit pas, par exemple, comment le patrimoine et la mémoire expriment aujourd'hui la polyphonie des sociétés, de nouveaux « régimes de partage visant à rendre appropriables par un public des expériences propres, c'est-à-dire célébrées pour leur authenticité » (Tornatore 2009 : 45), des « communautés d'expérience » qui font de l'activité patrimoniale l'instrument de « luttes pour la reconnaissance » (Tornatore 2009 : 46).

7 C'est pourtant bien ce qui semble se jouer aujourd'hui en Turquie : à travers les monographies, les inventaires de lieux de cultes, de maisons vernaculaires ou de pratiques qui pourraient justifier d'être inscrites sur les listes de l'Unesco, ces études rendent compte de la complexité de la société turque, avec ses groupes sociaux entrant dans des stratégies de reconnaissance et les politiques patrimoniales de l'État qui évoluent avec les régimes politiques, relisant le passé au gré des idéologies du moment, instrumentalisant telle tradition kurde ou sanctuaire chrétien, voire même invisibilisant les traces du passé arménien de l'Anatolie. L'approche située, expérientielle du patrimoine, qui tentent d'embrasser les pratiques des acteurs, les politiques publiques et les normes patrimoniales, mais aussi les émotions, les imaginaires et la variabilité des interprétations, est probablement le moyen de résoudre la série d'équations entre valeur intrinsèque et valeur extrinsèque, entre approche compréhensive et localisée et approche globale, entre valeur locale et valeur universelle.

8 Cependant la chose n'est pas simple à bâtir. De nombreux textes institutionnels et officiels, y compris à l'Unesco, continuent de défendre l'idée que les valeurs patrimoniales seraient intrinsèques aux objets, que les caractéristiques matérielles des objets patrimonialisés ne devraient pas être modifiées, et qu'ils devraient pouvoir être appréciés par tous et chacun, indistinctement des appartenances culturelles ou sociales (Labadi 2013 : 148). Mais cette conception idéaliste du patrimoine fait peu de cas de l'évolution des contextes historiques et sociaux, elle détache l'objet patrimonial de son environnement et des interprétations concurrentes dont il peut être l'objet. "This excludes, de facto, the possibility of

drawing a comprehensive statement of significance that would take into account wider sociocultural values and considerations, in particular values attributed by the local communities (...)” (Labadi 2013 : 148). Il est donc essentiel, chaque fois, de revenir au terrain pour éviter les contresens sur l’universel et le particulier, cette tarte à la crème des études culturelles contemporaines. C’est probablement l’apport le plus important de ces deux volumes : on n’y parle pas du patrimoine turc « en général » ou dans le vague, selon le point de vue abstrait et déréalisé qui est souvent valorisé dans les essais qui fleurissent régulièrement sur les étals des librairies, mais de patrimoines situés, qui se vivent dans l’expérience et la confrontation, dans la contestation et la défense d’intérêts qui peuvent être divergents : à l’inverse du lieu commun universalisant, le patrimoine peut aussi être synonyme de fractures, de luttes, de manipulations que certains groupes réfutent et contre lesquelles ils se battent.

- 9 Un dernier point pour boucler cette postface – mais bien sûr ce n’est pas une conclusion. Le patrimoine pose la question du « peuple », de la « communauté » qu’elle soit ou non nationale. Il pose aussi, en Turquie comme dans de nombreux pays qui ont connu des échanges de population, la question du territoire et de son lien avec une population. Qu’est-ce qu’un patrimoine grec ou arménien en Turquie quand les uns et les autres ont été chassés du territoire turc ? Plus précisément, qu’est-ce qu’un patrimoine en Turquie, sur le sol turc, pour les Grecs de Grèce ou les Arméniens de la diaspora ? Ou pour les Alévis d’Allemagne ? Rarement documenté dans les travaux francophones, c’est un point heureusement bien présent ici. On pourrait aussi prolonger la réflexion, sortant du cadre proposé ici, sur ce que peut être le patrimoine turc (ou plutôt, pour le coup, ottoman) dans les Balkans et particulièrement en Bulgarie ? La Bulgarie, où environ 10 % de la population se réclament d’un héritage ottoman, où la ville de Plovdiv avait, dès les années trente envisagé la protection de certaines maisons de ville étrangement proches, dans leur aspect extérieur et dans leur architecture, aux *Turkish houses* présentées ici, et où, mieux encore, le quartier de Kanapa, reconstruit au début du 20^e siècle, fut l’objet d’un plan de sauvegarde fondé sur la préservation du tracé « ottoman » de ses rues (Krastanova et Rautenberg 2005). C’est ainsi, à nouveau, mais d’une autre manière, en transgressant les frontières politiques, la question du lien entre nation et patrimoine qui est posée. On devine que la question déborde les politiques publiques : comme le montre bien le récent ouvrage de Bianca Botéa sur le patrimoine et l’identité en Transylvanie, parmi les acteurs de la patrimonialisation, on trouve aussi des groupes d’érudits, d’intellectuels et d’activistes qui œuvrent en faveur de formes de patrimonialisation « nationales » ou « transnationales » au-delà des frontières politiques. Ce que montre aussi cet ouvrage, c’est que le patrimoine tant « roumain » que « hongrois » de Transylvanie, région frontière par excellence entre les mondes catholique/protestant à l’ouest, et orthodoxe/musulman à l’est, s’est défini, entre autres critères, en vis-à-vis des influences culturelles ottomanes. Le patrimoine, même national, ne peut pas se comprendre à partir d’une observation strictement interne, endotique. Sa compréhension passe aussi par un regard plus large qui réinscrit les patrimoines nationaux dans les interactions qu’ils ont avec d’autres.

Bibliographie

Bandarin, Francesco, 2012, « Notes d’ouverture », *Le patrimoine, oui, mais quel patrimoine ?* International de l’imaginaire, nouvelle série, numéro 27, Paris, Babel, p 23-40.

Botéa, Bianca (2013) Les territoires de mémoire. Expériences de coexistence et de négociation en Transylvanie, Paris, Éditions Petra

Gravari-Barbas, Maria, (dir.) (2014), *Atelier de réflexion prospective Nouveaux défis pour le patrimoine culturel. Rapport final. Synthèse des travaux du consortium PA.TER.MONDI,*

Paris, EIREST, Université Paris 1, Agence Nationale de la Recherche. URL: <http://www.agence-nationale-recherche.fr/fileadmin/documents/2014/ARP-PACT-Rapport-final.pdf>

Harrison, Rodney (2013), *Heritage. Critical Approaches*, NY, London, Routledge

Krastanova, Krassimira ; Rautenberg, Michel (2005) « Réinterprétation du passé et imaginaire urbain. Patrimoine architectural, politique culturelle et peinture figurative à Plovdiv, Bulgarie », *Balkanologie*, VIII (2), pp. 33-54. URL: <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00371587>

Labadi, Sophia (2013) *Unesco, Cultural Heritage, and Outstanding Universal Value*, Altamira Press

Poulot, Dominique (2006), *Une histoire du patrimoine en Occident. XVIIIe – XXIe siècle*, Paris, PUF

Tornatore, Jean-Louis (2009), « L'espace de la mémoire, une approche anthropologique ou comment dépasser le concept de "lieu de mémoire" », in Benoît Majerus, Kmec, Michel Margue et Pit Péporté (dir./Hrsg.) *Dépasser le cadre national des « Lieux de mémoire » / Nationale Erinnerungsorte hinterfragt. Innovations méthodologiques, approches comparatives, lectures transnationales / Methodologische Innovationen, vergleichende Annäherungen, transnationale Lektüren*, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt am Main, New York, Oxford, Wien, Éditions Peter Lang, p. 33-48.

Notes

1 *International Journal of Heritage Studies*, "Special Issue: Transformations, transactions and technologies: New directions in Pacific heritage", vol 21, issue 2, 2015. URL: <http://www.tandfonline.com/toc/rjhs20/21/2#.VNHhQOaYeUk>

2 Le numéro 226/227, paru en 2006, était consacré à l'Afrique, et le numéro 248, en 2014, portait l'intitulé suivant : « Haïti, patrimoine culturel et refondation ».

3 Citons par exemple la revue suisse d'anthropologie, *Tsantsa* dont le volume 19, en 2014, comprend un dossier intitulé : « Patrimoine culturel - constitutions, conflits et conventions », mêlant des articles sur la Chine, la Suisse, l'Espagne et le monde méditerranéen.

4 Apportons cependant une réserve : face au modèle français fondé sur l'histoire et le monument, qui inspira longtemps les instances internationales, un autre modèle, germanique et privilégiant la langue et le folklore dans la constitution des identités nationales, s'est développé largement dans l'est et le centre de l'Europe. Étrangement, ce modèle est rarement évoqué alors que les conceptions actuelles du patrimoine de l'Unesco s'en rapprochent sensiblement.

5 Bien évidemment, cette polarité est loin de structurer si clairement le champ de la recherche : bien des historiens et archéologues défendent l'idée d'un patrimoine essentiellement social et situé, comme Rodney Harrison (voir bibliographie) ; à l'inverse bien des chercheurs en sciences sociales restent attachés à une conception objective du patrimoine (pensons, par exemple, aux travaux pionniers, en France, de Yvon Lamy).

Pour citer cet article

Référence électronique

Michel Rautenberg, « Postface », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 20 | 2015, mis en ligne le 15 mars 2015, Consulté le 10 avril 2015. URL : <http://ejts.revues.org/5106>

Auteur

Michel Rautenberg

Université Jean Monnet Saint-Étienne, Centre Max Weber

Droits d'auteur

© Some rights reserved / Creative Commons license

- OpenEdition Books
 - OpenEdition Books Books in the humanities and social sciences
 - Books
 - Publishers
 - Further information
- Revues.org
 - Revues.org Journals in the humanities and social sciences
 - Journals
 - Further information
- Calenda
 - Calenda Academic announcements
 - Announcements
 - Further information
- Hypotheses
 - Hypotheses Research blogs
 - Blogs
 - Further information
- Newsletters and alerts
 - Newsletter Subscribe to the newsletter
 - Alerts and subscriptions Alert service
- OpenEdition Freemium

the journal

in OpenEdition

Search

- Informations
 - Title:
 - European journal of Turkish studies
 - Social sciences on contemporary Turkey
 - Briefly:
 - Revue en ligne pour les chercheurs en sciences humaines et sociales dans le domaine des études turques
 - Medium:
 - Électronique
 - E-ISSN:
 - 1773-0546
 - Access:
 - Open access
 - Read detailed presentation
- DOI / References
 - Cite reference
- Télécharger
 - Fichiers disponibles au téléchargement
 - Téléchargement libre
 - Format ePUB
 - Format PDF
- Twitter
- Facebook

- Google +